



ARMÉE ET COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Grand D et petit d

Raymond Klein

Dépenser 600 millions d'euros pour un avion au nom de la « défense », baisser, en chiffres absolus, le budget consacré au « développement » : le gouvernement se moque de la « cohésion des politiques ».

Faut-il baisser le budget de la coopération au développement, alors que l'activité économique et les rentrées fiscales sont en baisse à cause de la crise ? C'est ce qu'avait expliqué Franz Fayot dans une interview au woxx, tout en soulignant que le niveau relatif de ce budget serait maintenu à un pour cent du revenu national brut (RNB). Le ministre de la Coopération avait évoqué « la baisse mécanique de notre budget - à cause de sa dépendance au RNB en baisse ».

Cela pose problème, parce qu'une baisse en chiffres absolus met en question la continuité de l'engagement luxembourgeois dans les pays du Sud. Ce qui est encore plus difficile à comprendre, c'est que parallèlement, le gouvernement décide de nouvelles dépenses dans le domaine militaire. Un paradoxe que nous avons évoqué dans le contexte de la rallonge budgétaire du satellite LUXEOSys : point de « baisse mécanique » quand il s'agit d'augmenter les dépenses militaires pour satisfaire les exigences de l'Otan.

« La voilà, la politique des trois 'd' : diplomatie, développement, défense... et c'est le développement qui va être baissé », s'est indigné Marc Baum jeudi dernier lors du débat parlementaire sur l'avion militaire A330 MRTT (voir notre série online-woxx : woxx.eu/mrtrt). Le député Déi Lénk faisait allusion à la fameuse « approche multidimensionnelle des trois 'd' », au centre des discours sur la politique étrangère du grand-duché. Et alors que, théoriquement, la priorité est donnée à la prévention, en pratique, les dépenses militaires absorbent une part croissante des moyens. Mettant le doigt sur la plaie, Baum a proposé une motion pour empêcher une baisse du budget de la coopération en chiffres absolus : « La Chambre s'apprête à dépenser 600 millions pour du matériel de guerre, elle devrait donc facilement pouvoir appuyer notre motion. »

Bien entendu, Déi Lénk avaient auparavant annoncé leur refus de voter en faveur de l'A330, destiné à accroître le rayon d'action des avions de combat occidentaux. Surtout, face aux incertitudes de la crise, Baum a qualifié de « politiquement irrespon-

sable » un tel engagement budgétaire. François Bausch, ministre de l'Armée, a défendu la nécessité d'investir dans les moyens militaires, car « malgré la crise, le monde continue à tourner ». Il a rappelé l'effort de coopération au développement du Luxembourg dans le Sahel - « mais en parallèle, il nous faut un dispositif de sécurité afin de stabiliser ces pays ».

Bausch a estimé que l'A330 MRTT contribuait à la capacité d'intervenir en ce sens. « Bien sûr qu'à la base, il y a des problèmes sociaux (...), mais il serait naïf de croire que ceux qui s'opposent aux gouvernements seraient tous des 'gentils'. » Une argumentation qui n'est pas complètement fautive, mais qui a trop souvent servi à justifier la continuation de guerres insensées. Au Vietnam et en Afghanistan par exemple, on a dévasté des pays entiers avant de se résoudre à négocier quand même avec les « méchant-e-s ». Le ministre ayant parlé, les crédits pour l'A330 MRTT ont été approuvés, avec l'appui de la majorité et du CSV.

Les Verts se sont empêtrés dans les contradictions de leur participation gouvernementale.

Quant à la motion, le ministre de la Coopération Franz Fayot n'a pu que confirmer ce qu'il avait déjà dit : l'aide au développement sera maintenue au-dessus d'un pour cent du RNB, celui-ci allant, hélas, baisser cette année. Cela a conduit le CSV à se rallier à la motion de Déi Lénk, tout comme les Pirates (qui s'étaient déjà opposés à l'A330), alors que l'ADR a voté avec le gouvernement.

Une fois de plus, Déi Lénk ont amené les Verts à s'empêtrer dans les contradictions de leur participation gouvernementale : comme sur le dossier du Ceta, ou celui de l'« urgence climatique », le parti a adhéré à une logique gestionnaire, en allant contre les idées qu'il défendait lorsqu'il était dans l'opposition. Certes, que le « d » du « développement » soit moins bien traité que celui de la « défense », la faute en incombe au ministre de la Coopération socialiste, qui ne s'est pas assez battu. Par contre, la responsabilité du choix absurde de mettre tant d'argent dans des systèmes d'armement par les temps qui courent incombe au vice-premier ministre vert.

NEWS

Label für regionale Produkte: Mogelsiegel **S. 3**

REGARDS

„Luxembourg in Transition“:

Raumplanung ohne Öffentlichkeit **S. 4**

Criminalité en ligne: Cachez donc ce Pornhub! **p. 7**

Travail et pandémie: Au-delà du «bullshit job» **p. 8**

China: Zwangsarbeit und Sterilisierungen **S. 10**